ASSEMBLÉE NATIONALE

8 juin 2023

VISANT À FACILITER LA MISE EN OEUVRE DES OBJECTIFS DE « ZÉRO
ARTIFICIALISATION NETTE » AU COEUR DES TERRITOIRES - (N° 958)

Retiré

AMENDEMENT

N° CD40

présenté par

M. Dubois, M. Bazin, M. Bony, M. Boucard, M. Bourgeaux, M. Brigand, M. Cinieri, M. Dive,
M. Meyer Habib, Mme Louwagie, Mme Frédérique Meunier, M. Ray, Mme Valentin,
M. Fabrice Brun, M. Hetzel et M. Vermorel-Marques

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 13, insérer l'article suivant:

Dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport relatif au mode de financement de la renaturation imposée aux collectivités territoriales et leurs groupements.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La loi "climat-résilience" du 22 août 2021 impose aux collectivités territoriales et à leurs groupements une obligation de compensation de l'artificialisation via la renaturation des espaces.

Or, rien n'est prévu dans la loi sur le financement de cette obligation, et la renaturation étant un processus très couteux pour une collectivité, il est indispensable d'anticiper cette question afin que les collectivités puissent se projeter, compte tenu notamment des budgets locaux de plus en plus contraints.

Tel est l'objet de cet amendement "rapport".